

L'INTÉGRATION MONÉTAIRE DE LA ROUMANIE ENTRE COÛTS ET BÉNÉFICES

Lucian BELAȘCU, Lia BALTADOR
Universitatea „Lucian Blaga” Sibiu

Résumé: *Il n'y a pas dans notre pays de stratégie qui concerne bien techniquement l'adoption de l'euro. Il s'imposerait d'essayer, quoiqu'il soit très téméraire, d'identifier le moment opportun pour l'introduction de l'euro. Ce n'est pas facile mais il faut s'y mettre puisqu'il s'agit de faire suivre l'évolution et l'identification des tendances d'intégration de la Roumanie dans la zone euro, de faire également attention aux modèles d'intégration monétaires développés en Europe et bien entendu de mettre en place des scénarios alternatifs pour la Roumanie. Et tout cela tout en évaluant de près les coûts et les bénéfices de l'adoption de l'euro car l'intégration monétaire de la Roumanie est bien importante et le fait d'envisager aussi où l'on est avec les coûts pourrait nous faire éviter certains pièges. Dans notre communication, nous essayons justement de mettre en discussion notamment ces derniers aspects.*

L'intégration monétaire se transpose dans la dénomination du processus de formation d'une zone monétaire, d'un espace où les monnaies de plusieurs pays sont soit irrévocablement liées entre elles où chaque monnaie se relie irrévocablement d'une monnaie «ancre» en fonction d'un certain rapport, soit les monnaies nationales sont remplacées par une seule monnaie, qui sera utilisée dans toute la zone. Autant dans un cas que dans l'autre, on se retrouve devant un processus d'unification monétaire.

L'intégration européenne d'une économie nationale suppose à tout prix et son intégration dans l'union monétaire, la monnaie unique européenne étant seulement une des composantes du paquet d'instruments qui sont utilisées, à l'échelle de l'Union, pour assurer l'équilibre macro-économique.

L'introduction de l'euro impose la formation de la condition de l'appartenance des membres de l'union monétaire à un espace monétaire unique et oblige tous les citoyens de reconnaître la monnaie unique comme symbole du droit d'obtenir en échange une partie des biens et services offerts en vente dans l'intérieur de l'Union. Cette reconnaissance se double avec la croyance collective que le système qui l'introduit a la capacité de garantir et de l'individualiser par rapport à d'autres monnaies. La monnaie unique nominalise son espace de fonctionnement dans le concert des monnaies contemporaines, elle donne du nom à la communauté et lui porte au monde entier l'identité¹

Les partisans de l'architecture européenne mise en place par le Traité de Maastricht ont eu de leur côté le fait que l'humanité se retrouvait après une longue période d'instabilité, qui a mené à de l'inefficacité et même au désordre économique. Ils ont apporté comme argument positif l'existence de la fierté nationale aux peuples de l'Europe, fierté qui constitue un stimulant dans la compétition pour l'inscription sur l'une des trois marchés de l'Europe unie². Si l'Europe s'engage pleinement dans une politique d'instabilité, aucun pays ne reste en dehors et n'encourage pas l'instabilité³. De l'autre côté, on retrouve les pessimistes, qui ont contesté la possibilité d'arriver à la stabilité dans l'Europe unie. De cette manière, on a toujours critiqué l'absence d'un traitement profond de l'unification politique du continent, tout en considérant que les différents aspects économiques et monétaires de l'unification ne peuvent pas être envisagés correctement que sur le fond d'une organisation politique.

La proximité géographique et culturelle rapide du commerce ont permis aux pays de l'Europe Centrale et de l'Est de régler les déséquilibres résultés de l'économie centralisée et d'orienter leurs flux commerciaux vers l'Europe de l'Ouest. La stabilisation macro-économique et les réformes

¹ Silași, G. – *Integrarea monetară europeană – între teorie și politică*, Timișoara, Ed. Orizonturi Universitare, 1998, p. 6.

² Toma, R. – *Euro, moneda unică: între național și internațional*, Sibiu, Ed. Continent, 2004, p. 55.

³ Acad. Kirîțescu, C. C. – *Ideii contemporane în acțiune*, București, Ed. Enciclopedică, 1997, p. 51.

structurelles du secteur financier ont assuré le retour aux marchés de capital internationaux et l'attraction des investissements étrangers directs.

Pour les nouveaux et prochains pays membres de l'Union Européenne, on pose la question de la réalisation de la convergence nominale et réelle. Selon le pays, ils sont arrivés aux différents stades où l'on parle du passage de trois pays à la monnaie européenne: la Slovaquie (depuis le 1^{er} janvier 2007) et la Malte et le Chypre à partir du 1^{er} janvier dernier).

Certains spécialistes (Eichengreen, B., Ghironi, F., *EMU and Enlargement*, Conference on Economic and Monetary Union, Brussels, march 2001) insistent sur la nécessité de l'adoption tout de suite après la participation pendant deux ans dans le cadre de MRS 2, à partir des considérants suivants: ces pays ne bénéficient pas de possibilité de rester en dehors de la zone euro après l'adhésion (clause *opting out*). Pendant que le Danemark et la Grande Bretagne ont pu négocier de rester en dehors de la zone euro, les nouveaux pays membres sont obligés d'accepter les conditions prévues dans le Traité de Maastricht, voire se préparer pour l'union monétaire et adopter la monnaie au moment où ils se considèrent préparés. D'un côté, ils conviennent moins aux critères d'une zone monétaire optimale, comparé à la manière où les anciens membres de l'Union l'ont fait. Il y a des pays à dimensions réduites, des relations commerciales avec l'Union Européenne plus ou moins développées, qui s'attendent à obtenir des bénéfices suite à l'introduction de l'euro.

Il y a aussi des voix qui recommandent l'introduction de la monnaie unique après une période de plus de deux ans après l'adhésion à l'UE (De Grauwe P., Lavrac, V. – *Inclusion of Central European Countries in the European Monetary Union*, Kluwer Academic Publisher, Boston-London, 1998). Leurs arguments s'appuient sur le fait qu'un pays à peine rentré dans l'Union Européenne puisse faire face à la compétition sur le marché unique et aux défis du marché global de capital. De l'autre côté, ces pays se caractérisent par des niveaux de développement différents, plus bas que ceux de l'Union, devant obtenir la convergence nominale et réelle.

La théorie classique des *zones monétaires optimales* développée par Mundell, R. (*A theory of Optimum Currency Areas*, MacMillan, New York, 1961), McKinnon, R. (*Optimal Currency Areas*, American Economic Review, No. 53, 1963), Kenen, P. (*The theory of Optimum Currency Areas: An Eclectic View*, University of Chicago Press, 1969) définissent la zone monétaire optimale comme une région géographique où les pays membres doivent utiliser des taux de change fixes ou une monnaie unique. L'explication des critères de la zone monétaire optimale consiste dans le fait que, en général, dans une économie touchée par des chocs extérieurs, l'ajustement réel a lieu s'il y a des rigidités nominales. De cette manière, le taux de change flexible sera le seul choc asymétrique absorbé. L'absence de la mobilité du capital nécessite un autre mécanisme d'ajustement. Quoique Mundell n'ait pas mis en évidence un autre bénéfice du taux de change fixe (minimisation des coûts de transaction), il a supposé que si le coût de l'ajustement pour un pays n'était pas grand (si l'on respecte les critères de la zone monétaire optimale) c'était mieux de choisir le taux de change fixe, pour bien bénéficier de la stabilité de la monnaie.

Une question sensible de l'union monétaire est, en général, liée aux coûts impliqués par une telle démarche. On considère que les coûts les plus importants sont localisés au niveau macro-économique et s'envisagent puisqu'on perd des instruments importants de la politique économique. Bien évidemment, l'ampleur des coûts associés à la perte des instruments de politique économique dépend des différences existantes entre les différents pays. Des économies pareilles devraient ainsi avoir des stratégies alternatives aux instruments monétaires pour éliminer les chocs. Il est très utile de mettre en évidence qu'elle serait la probabilité de l'apparition des chocs asymétriques et quels instruments alternatifs pourraient être utilisés lorsqu'il manque le taux de change et le taux d'intérêt. Les coûts augmentent quand il se manifeste des chocs de la demande ou de l'offre qui affectent différemment les économies participantes à l'union monétaire – les chocs symétriques, lorsqu'il y a des préférences différentes pour le chômage et l'inflation, des différences entre les taux de croissance ou quand les mécanismes d'ajustement ne fonctionnent pas (il n'y a pas de systèmes d'ajustement des chocs, les institutions du marché du travail ne fonctionnent pas différemment ou l'on maintient des différences entre les systèmes fiscaux, de Grauwe, 2003).

A l'autre extrême, on retrouve les défenseurs de la monnaie unique, qui mettent en avant les bénéfices qu'une union monétaire peut bien impliquer, tout en dénigrant la persistance à long terme des coûts éventuels. Si, en principe, les coûts de la monnaie unique sont liés du niveau macro-

économique, ses bénéfiques réclament plutôt le niveau micro-économique. En gros, les bénéfiques de la monnaie unique supposent l'élimination des coûts de transaction associés au taux de change, ainsi que l'élimination du risque généré par l'incertitude concernant l'évolution prochaine des taux de change.

Les conditions pour réaliser une zone monétaire optimale sont très difficilement mesurées, ce qui implique une analyse envisageant les coûts et les bénéfiques, par ailleurs très difficilement à réaliser. Tout de même, les spécialistes qui ont testé empiriquement la théorie des zones monétaires sont d'accord que l'Union Européenne ne représente pas de zone monétaire optimale. Suite au Traité de Maastricht, les opinions des analystes économiques et politiques ont continué à être différentes en ce qui concerne les effets concrets de l'abandon de leur propre politique monétaire nationale. On a fait référence aux suivantes conséquences majeures de l'introduction de la monnaie unique euro: croissance de la transparence et de la compétitivité; un seul marché, plus fonctionnel; des marchés de capital où la monnaie soit l'euro; la croissance du degré de capitalisation des banques, diminution du nombre d'investisseurs ou les banques qui accordent des crédits pas chers; disparition des politiques nationales pour ce qui est des devises; relaxation des pressions sur le marché financier suite à la disparition des taux de change; la baisse des coûts déterminés par le risque; une nouvelle devise, en compétition accrue avec le dollar et le yen, réduction des tendances inflationnistes. L'adoption de la monnaie unique a déterminé des unifications et des intégrations majeures sur les marchés européens. Pourtant, par exemple un souci pour tout le monde et notamment les investisseurs en euro, est représenté par les rigidités structurelles et les nombreux problèmes liés au chômage puisqu'à long terme, les effets de l'euro sur le taux de chômage demeurent controversés. D'un côté, certains spécialistes considèrent que l'euro représente un avantage pour trouver de nouveaux emplois, de l'autre, il y en a d'autres qui sont les adeptes de l'idée que sans marchés flexibles de la main d'œuvre ou des transferts fiscaux entre les pays européens et encore qu'il manque des ajustements indépendants des taux de change, l'euro peu apporter à coup sûr de l'instabilité, par la perte de millions d'emplois⁴. Les données empiriques montrent par contre que dans la zone euro le taux de chômage a diminué, en moyenne générale, après l'adoption de la monnaie euro, entre 1994 et 2007.

Le principal bénéfice de l'union monétaire peut être considéré la facilité de l'ajustement au choc. Les bénéfiques d'une monnaie unique se retrouvent au niveau micro-économique et on considère qu'il ne sont pas épuisés jusqu'au moment où l'on y comprend tous les pays du monde entier (voire aussi dans le passé l'initiative du premier ministre allemand de suggérer une union douanière avec les Etats-Unis, en tant que première étape d'intégration). Il y a quatre bénéfiques des taux de change fixés d'une manière irrévocable: la baisse des coûts de la volatilité du taux de change, la réduction des coûts de transaction, de l'incertitude, mais aussi la baisse de la «préférence locale». Même si la politique monétaire est perçue comme pas efficace à l'égard de l'influence des variables réelles à long terme, l'UE peut être approchée d'une zone monétaire optimale. L'actuelle zone euro peut avoir des bénéfiques nets positifs, à mesure que les mécanismes d'ajustement fonctionnent mieux, et l'économie devienne plus flexible.

De cette perspective, une possible approche en ce qui concerne les avantages, les désavantages, voire les coûts, à l'égard de l'intégration d'une économie nationale dans la zone euro, pourrait avoir plusieurs points de repère: les coûts de l'intégration économique, tout comme ceux de l'intégration monétaire, appréciés soit de la perspective macro ou micro-économique, peuvent être diminués par des mesures de politique de préparation des environnements cible qui tentent de rentrer dans un nouveau stade de l'intégration, habituellement plus rigoureux, du point de vue des conditions, et il est également recommandable qu'on établisse au niveau macro-économique, de la gestion de ces mesures et politiques, une correspondance, dans le sens de l'obtention du degré le plus élevée possible de neutralisation ou réduction des effets des coûts et désavantages par ceux correspondants aux opportunités et aux avantages.

Les mêmes questions concernant les avantages et désavantages, voire opportunités et coûts, concernant la Roumanie, pour ce qui est de l'intégration monétaire doivent être pris en discussion. De ce point de vue, si l'on fait référence à l'évolution, jusqu'à présent, de la zone euro, on peut constater que les tendances, ascendants ou descendants, n'ont pas de régularité et ne peuvent être associés à de certaines explications correspondant à un certain processus ou phénomène mais, plutôt, celles-ci

⁴ Socol, C., Socol, A., *Adoptarea euro: costuri sau beneficii?*, www.ectap.ro/articole/181.pdf.

peuvent être associées à l'insuffisance de la capacité d'une seule politique macro-économique unifiée, voire politique monétaire – d'assurer l'équilibre macro-économique. Il est probable que cette formule évolutive ait des tendances d'augmentation et décroissance, mais qui, du point de vue des valeurs des indicateurs macro-économiques, ne représentent pas de menaces à l'adresse des économies nationales ou de celles communautaires, ces valeurs-là pouvant être inscrites, sans faute, dans la caractéristique dimensionnelle de la variation, qui devient habituelle, pour une période d'environ 10-15 ans dorénavant, avec des évidentes tendances d'atténuation des petits chocs, et cela grâce aux processus, déjà démarrés, au niveau des pays membres, d'harmonisation, dans la direction de l'unification, des autres composantes du système de politiques macro-économiques. En gros, l'intégration monétaire européenne doit être considérée comme un étape intermédiaire nécessaire dans la direction de l'accomplissement des objectifs du processus d'intégration européenne et les avantages sûrs de celle-ci, tout en découlant de la croissance de la sûreté et de l'efficacité des opérations dans les conditions d'un marché libre, représentent les prémisses du progrès, comme formule évolutive adoptée, par concept, par les documents de constitution de l'UE.

Par conséquent, tel qu'il se dégage de ses documents de constitution, l'Union Européenne, comme zone économique formée par l'intégration, a en vue, principalement, des objectifs liés au progrès socio-économique général, de la communauté. Du point de vue économique, cet itinéraire, qui doit être parcouru, par l'union, depuis la première étape de l'intégration, jusqu'à l'accomplissement des objectifs finals, l'harmonisation des rythmes de développement et l'approchement du niveau de vie, dans l'ensemble de la communauté a, comme premier objectif, d'atteindre le stade de macro-stabilisation économique. La macro-stabilisation économique est un stade, intermédiaire et indispensable, du processus de développement durable, réalisée suite à la gestion, efficace, d'un système complexe de politiques macro-économiques. Les objectifs finals, de l'intégration européenne sont conçus à être réalisés seulement dans la mesure de l'accomplissement du processus d'intégration, c'est-à-dire quasiment actuellement lorsqu'il s'agit des actuels pays membres y compris les deux pays rentrés, intégrés dans une formule élargie de l'actuelle union économique et monétaire européenne. En même temps, la macro-stabilisation du système communautaire européen est propre seulement à l'union économique et monétaire, étant un résultat de la projection et de l'application d'un système complexe de politiques macro-économiques uniques. De ce point de vue, l'union économique et monétaire européenne a encore beaucoup d'étapes à franchir jusqu'à la réalisation du stade de la macro-stabilisation économique, moment à partir duquel on pourra considérer démarré le processus de développement économique durable – processus qui faudra mener à l'accomplissement des objectifs finals de l'intégration européenne. Ainsi, l'état actuel de l'économie européenne, de l'union économique et monétaire européenne, ne peut pas être du tout considérée un état de macro-stabilisation économique étant donné le fait que les seules politiques macro-économiques totalement unifiées sont: la politique monétaire et celle des devises; ce qui veut dire que ce n'est pas encore réalisée la condition de combinaisons d'un nombre minimum de composantes (considérés à être: la politique monétaire, la politique des devises, la politique fiscale et la politique budgétaire), du système de politiques macro-économiques, dont la gestion efficace mène à la réalisation du stade de macro-stabilisation du système économique. Heureusement, on est train de poursuivre les démarches pour l'harmonisation d'autres composants principaux du système de politiques macro-économiques notamment celles fiscales et budgétaires, dans la direction de l'unification, moment qui facilitera, du point de vue administratif, le suivi des principaux indicateurs macro-économiques relevant. Et nous voilà 27 membres et il y en a d'autres qui attendent. Dans ce contexte l'extension de l'union monétaire européenne se fait normalement tout en prenant en compte de petits groupes de pays candidats, par rapport à l'extension de l'union économique européenne, la différence pouvant être mise dans le sens de la réalisation, par les pays candidats, du 5^{ème} critère, d'ailleurs le plus dur, pour l'adoption de la monnaie unique: la participation, pour au moins deux ans, à l'ERM 2, sans dévalorisations unilatérales. Des effets économiques non-désirables peuvent être ressentis tel que: la modification des valeurs des indicateurs macro-économiques relevant, la baisse du taux de change de la monnaie unique, la diminution des quotas sur les marchés de capital pour des compagnies résidentes dans la zone euro, ainsi que des effets inverses pourraient apparaître dans le cadre d'autres systèmes macro-

économiques, tels que: la croissance du taux de change des principaux compétiteurs internationaux de la monnaie unique, la croissance des quotas sur les marchés internationaux de capital etc.⁵

Tout au long des dernières années, on a enfin vu des situations rentrées plus sur la voie de la normalité de l'économie de marché, et mieux ciblés dans le sens des résultats aussi vers l'intégration monétaire. Des questions telles que l'élimination des industries inefficaces et du coup l'arrêt des subventions pour celles-ci ou les projets d'infrastructure à peine démarrés, la bureaucratie notamment quand il s'agit de l'environnement d'affaires, etc. se sont posées et l'on voit à présent un peu plus clairement le chemin. Tout cela par plus de persévérance politique et contraintes extérieures, ce qui met plus visiblement en évidence une comparaison entre les coûts et les bénéfices, surtout que le coût le plus dur et toujours ressenti par la population, traduit dans les défaillances sociales, par ailleurs bien prévisibles.

Bibliographie:

1. Pop, Napoleon, *Adoptarea euro de către România. Recomandări pentru pregătirea unei strategii de succes*, Institutul Național de Cercetări economice, 2005;
2. Șerban, Radu, *România în Uniunea Europeană*, București, Ed. Tribuna Economică, 2007;
3. Stănescu-Stanciu, Teodora, *Integrarea europeană și euroatlantică a României*, București, Ed. Fundația România de Mâine, 2006;
4. Silași, G., *Integrarea monetară europeană – între teorie și politică*, Timișoara, Ed. Orizonturi Universitare, 1998;
5. Șeitan, S. M., *Uniunea Economică și Monetară. Cerințe și oportunități de aderare. Cazul României*, teză de doctorat, februarie 2006;
6. Socol, C., Socol, A., *Adoptarea euro: costuri sau beneficii?*, www.ectap.ro/articole/181.pdf;
7. Szapary, G., *Maastricht and the Choice of Exchange Rate Regime in Transition Countries During the Run-up to EMU*, Economy Policy Research Institutes, Working Paper No. 6, 2001;
8. Toma, R. – *Euro, moneda unică: între național și internațional*, Ed. Continent, Sibiu, 2004;
9. Turliuc, V., *Politici monetare*, Ed Polirom, Iași, 2002;
10. *** BCE, The Monetary Policy of the ECB, Aout 2001;
11. *** BCE, The euro Becomes the Sole Legal tender in all Euro Area Countries, 28 February 2002;
12. *** Comisia Europeană, www.europa.eu.int.

⁵ Șeitan, S. M., *Uniunea Economică și Monetară. Cerințe și oportunități de aderare. Cazul României*, teză de doctorat, februarie 2006.